

2022 : la relance du projet européen ?

Déclaration du groupe Agriculture

Ce texte de qualité porte une réelle ambition pour l'Europe. Le groupe partage pleinement le constat qu'en dépit de ses fragilités, l'Union européenne demeure un échelon de réponse adéquat aux nouveaux défis de la planète ; la crise de la Covid-19 l'a bien mis en évidence.

La présidence française de l'UE en 2022 peut être l'opportunité d'une relance du projet européen, si elle apporte une réponse plus lisible aux attentes des citoyens vis-à-vis d'une Europe qui les protège et garantit leurs libertés fondamentales.

À ce titre, nous approuvons pleinement les 3 axes de la résolution : renforcer une Europe autonome, protectrice et solidaire ; garantir les libertés ; réenchanter le projet européen pour susciter l'adhésion, en particulier auprès de sa jeunesse.

Depuis l'origine de l'Europe, l'agriculture est un des piliers sur lequel se sont bâties la cohésion et la construction européennes. Les agriculteurs sont des européens convaincus mais aujourd'hui cette conviction est fragilisée face aux incohérences des politiques européennes

Nous appelons l'Europe à se ressaisir, à clarifier sa stratégie pour l'agriculture et à réaffirmer sa priorité : fournir à sa population, une alimentation saine, de qualité, en quantité suffisante et à des prix acceptables pour le consommateur et rémunérateurs pour le producteur.

Cela exige fermeté et vigilance dans notre politique commerciale pour éviter toute distorsion de concurrence. Il est inconcevable d'imposer des contraintes et des normes aux produits européens sans pouvoir imposer les mêmes aux produits importés. N'importons pas l'alimentation que nous ne voulons pas !

À cet égard, la stratégie *Farm to Fork* qui aboutirait, selon plusieurs études concordantes, à une baisse globale de plus de 10 % des volumes de nourriture, à une hausse de 17 % du coût de l'alimentation et à une forte hausse des importations sans bénéfice réel pour la neutralité carbone est un non-sens.

L'agriculture européenne porte des solutions pour répondre aux enjeux des accords de Paris pour le climat et des ODD définis par l'ONU. Ceci correspond aux attentes citoyennes tout en permettant la prospérité des territoires et des agriculteurs, offrant une perspective attractive pour le renouvellement des générations.

Il ne faut pas rater l'occasion qui nous est offerte de réenchanter le projet Européen ; nous le devons aux générations futures. C'est le sens du texte qui nous est soumis.

Le groupe de l'agriculture a voté pour.